Analyse du contexte des Soins Après Avortement (SAA) au Niger : cas des régions de Maradi et Niamey

SYNTHESE DE RECHERCHE

Equipe de recherche – GRADE Africa

Dr Abdoul Moumouni Nouhou
Souleymane Amadou Garba
Mamadou Tchiari
Sanoussi Chaibou
Mme Alfouzazi Amina
Hachimou Amani
Mme Balki Ibrahim Agali
Illiassou Chaibou

Novembre 2020

RESUME EXECUTIF

Dans le cadre de l'amélioration de la communication et de l'organisation de ses services de Soins Après Avortement (SAA) offerts au Niger, MSI Reproductive Choices (MSI) et MS Niger ont commandité une recherche sur l'analyse du contexte des SAA dans les régions de Maradi et de Niamey. L'objet de cette recherche est de comprendre les facteurs socioculturels, économiques et politiques influençant l'offre et la demande des Soins Après Avortement ainsi que les acteurs et les circonstances déterminant la qualité des soins offerts aux personnes souffrant de complications suite à un avortement.

Sur le plan méthodologique, la recherche a fait recours à une approche exploratoire (revue littéraire et analyse des données secondaires) et qualitative (focus group, entretien individuel approfondi, analyse des réseaux sociaux et cartographie des services) pour collecter des informations sur l'acquisition et la communication de l'information, la demande et la fourniture ainsi que l'utilisation des services de SAA. Les différentes méthodes de recherche qualitatives ont permis de collecter des informations auprès des groupes suivants : les femmes potentielles utilisatrices de services de SAA, les fournisseurs de ces services, les intervenants communautaires, les autorités judiciaires, les responsables de la société civile et ainsi que les hommes.

Les résultats de la recherche portent sur la disponibilité des services, les types de prestataires actuels dans les régions de Maradi et Niamey, les principales sources d'information sur les services, les lieux et la manière dont les services sont recherchés par ces femmes, le processus et le mode de décision pour acquérir les services, les principaux obstacles à l'accès aux services sûrs et de qualité, ainsi que les connaissances et attitudes de certains groupes à l'égard des SAA.

Disponibilité et prestataires de SAA

Actuellement au Niger, les SAA sont disponibles dans le secteur sanitaire public et privé ainsi qu'avec certains sites d'ONG comme Marie Stopes Niger. Toutefois, MSN reste la seule Organisation Non Gouvernementales (ONG) à offrir un continuum complet de SAA par le biais de ses deux cabinets médicaux de Maradi et Niamey et de ses MSL.

Evaluation des prix des SAA

Les informations collectées montrent que le prix des SAA varie de 1000 à 55 000 FCFA dans les deux régions. Le prix d'une prestation de SAA est fonction du type (spontané ou provoqué) et de la complication de l'avortement, de l'âge de la grossesse, du statut matrimonial de la patiente et de la formation sanitaire. Certaines formations sanitaires sont subventionnées par des ONG ou des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). L'absence de produits pharmaceutiques et de matériels dans une formation sanitaire effectuant des SAA engendre nécessairement des coûts supplémentaires aux patientes. On note aussi une différence de coût entre des patientes référées et celles qui sont venues directement dans certaines formations sanitaires de référence. D'autres ont un prix fixe pour le service complet de SAA. Pour les avortements, les informations sur les coûts des prestations n'ont pu être collectées auprès des tradipraticiens et des guérisseurs traditionnels. Toutefois, des potentielles utilisatrices ont fait cas de paiements allant de 20 000 à 200 000 FCFA.

Connaissances et attitudes de la population sur les SAA

Les femmes connaissent les formations sanitaires et leurs services de SSR mais ne savent pas si les services de SAA y sont disponibles. Les autorités sanitaires et le personnel des ONG

intervenant dans le domaine expliquent le faible recours aux SAA de qualité par le manque d'informations sur ces services. Les investigations ont montré également qu'une catégorie de femmes n'a pas accès aux informations sur les SAA à cause de leur réticence aux services de SSR par conviction personnelle ou religieuse.

Principales sources d'information sur les SAA

Les résultats de l'étude font respectivement ressortir les principales sources d'informations sur les SAA suivantes : (1) les formations sanitaires à travers les prestataires de service SSR, (2) les ONG à travers leurs actions de sensibilisation, (3) les médias, (4) les relais communautaires et (5) les membres de la communauté. L'analyse des réseaux sociaux relève que les sœurs (30,6%) et les amies (25%) sont les personnes avec lesquelles les femmes ont plus tendance à discuter des SAA.

Méthode de recherche et lieux sur les SAA

Le processus de recherche de sites et leur choix dépend principalement de trois facteurs. D'abord, il est fonction du type d'avortement (spontané ou provoqué). Ensuite, la peur de dénonciation et l'opinion de la communauté influencent également cette recherche et le choix du lieu. Enfin, les moyens financiers jouent aussi sur la recherche et le choix du lieu. Sans contrainte et pour un avortement spontané, les femmes se réfèrent le plus aux formations sanitaires. C'est dans ces dernières (publiques, privées et celles des ONG) qu'elles trouvent également le plus d'informations positives sur les SAA contrairement aux tradipraticiens et leaders religieux auprès desquels les informations positives sur les SAA sont quasi inexistantes voire négatives. Pour une femme, le choix d'un lieu pour les SAA est aussi guidé par : (a) l'accueil des prestataires, (b) la qualité de la prestation, (c) l'efficacité et la fiabilité des traitements, (d) les examens approfondis et (e) la posologie des médicaments. Les explications, le conseil et le suivi figurent également parmi les raisons motivant le choix des formations sanitaires.

Groupes cibles pour les SAA

Les recherches effectuées montrent que les groupes cibles pour les SAA sont les adolescentes et jeunes (les moins de 25 ans) scolarisées ou non, les femmes mariées dont les maris sont en exode ou en déplacement depuis plusieurs années et les Professionnelles de Sexe. Ces groupes sont confrontés à des difficultés d'accès en cas de besoin de SAA dues surtout à la pesanteur sociale liée à leur statut, à l'accueil des prestataires et à d'autres formes de discrimination (imposition de coûts supplémentaires).

Principaux obstacles à l'accès aux SAA

Parmi les obstacles à l'accès aux SAA, notamment du côté de l'offre, les principaux sont le mauvais accueil et la qualification des prestataires, le matériel inadéquat, le manque d'hygiène des locaux et l'indisponibilité des produits et consommables. Pour les potentielles utilisatrices, leurs obstacles portent plus sur le coût des services, le mauvais accueil des prestataires et la peur d'être dénoncer. En effet, le contenu de la loi relative aux SAA et à l'avortement au Niger reste méconnu de la majeure partie de la population entrainant ainsi ses mauvaises interprétations. Les femmes victimes d'avortement clandestin ne recourent pas aux formations sanitaires pour les SAA par crainte que les agents de santé les dénoncent aux autorités judiciaires.

Processus et le mode de décision sur les SAA

La prise de décision au recours aux SAA est généralement facile à acter chez les potentielles utilisatrices. En dehors de l'avis de l'auteur de la grossesse, du type d'avortement et du soutien des membres du réseau et des parents, l'intéressé prend facilement la décision de recourir aux SAA. Seules les opinions et attitudes défavorables provenant surtout de la méconnaissance des SAA, des convictions religieuses et personnelles, de la mauvaise interprétation de la loi sur l'avortement et de l'attitude des prestataires de service peuvent empêcher à une femme de faire recours aux SAA.

Partenariats

Dans un passé récent, plusieurs formations sanitaires du public dont la Maternité Issaka Gazobi ont bénéficié de l'appui matériel et en formation sur les SAA de la part de plusieurs structures dont des ONG. Cette recherche a permis de faire ressortir les besoins de ces formations sanitaires pour offrir un service de SAA de meilleure qualité. Les entretiens ont été l'occasion pour plusieurs responsables sanitaires et prestataires de lancer un cri de cœur en faveur d'un partenariat pour les aider à améliorer l'offre et l'utilisation des SAA. Les autorités sanitaires continuent leur approche vers les partenaires pour avoir de meilleures conditions de travail dans les formations sanitaires notamment des salles dédiées aux SAA. Compte tenu des besoins, un partenariat est possible avec le MSP car ayant été effectué par le passé et s'est poursuivi avec d'autres structures dans le cadre de la subvention de certaines formations sanitaires.

Recommandations

Au terme de cette recherche et pour améliorer la communication et l'offre de services, les recommandations suivantes sont formulées :

- Créer les conditions d'un partenariat d'appui en formation et matériels sur les SAA entre le Ministère de la Santé Publique et MSN ;
- Mener des campagnes de sensibilisations à travers les médias en direction des scolaires et des universitaires sur la SSR en générale et les SAA en particulier ;
- Mener des actions ciblées de sensibilisation sur les SAA en direction des couches vulnérables comme les professionnelles du sexe et les femmes des migrants ;
- Sensibiliser des prestataires de santé par rapport à leurs mauvais comportements et à l'accueil ;
- Faire recours aux relais communautaires et aux formations sanitaires pour informer plus femmes sur les SAA ;
- Faire du plaidoyer pour une large diffusion et une meilleure connaissance de la loi sur l'avortement et les soins post avortement à tous les niveaux.